



L'ACCÈS À LA NATIONALITÉ SOUS TENSION : ÉVOLUTIONS, RESTRICTIONS ET ENJEUX ACTUELS

**Coup d'œil en droit comparé : vers
une tendance restrictive dans les
autres États européens ?**

11 juin 2026



Justine VAN EDOM
Kompaso

Etats membres observés



-
- Belgique
 - France
 - Portugal
 - Italie
 - Allemagne
 - Pays-Bas

BELGIQUE

- Code de la Nationalité Belge
- Conditions : article 12*bis*, §1^{er}, 2^o:
 - 5 ans de séjour légal
 - Intégration économique: 468 jours de travail effectué
 - Connaissance d'une des trois langues nationales – niveau A2
 - Intégration sociale
- Situations spécifiques

Récentes modifications dans la loi belge

- Loi du 18 juillet 2025: Coût de la déclaration de nationalité passé de 150 euros à 1.000 euros (1.030 depuis l'indexation du 1^{er} janvier 2026)
- Loi du 8 février 2025: La déchéance de la nationalité belge pour les binationaux :
 - Elle peut être prononcée par le juge lorsque la personne (a) est condamnée pour des faits de criminalité organisée dans laquelle elle a joué un rôle décisif ou dirigeant ou pour homicide ou délits de mœurs, (b) a acquis la nationalité belge dans les 15 ans précédant la commission des faits punissables et (c) pour autant que la peine prononcée est supérieure à cinq ans d'emprisonnement. Cette mesure ne peut évidemment pas déboucher sur un statut d'apatride
 - Le juge se prononce d'office si la personne est condamnée pour des faits de terrorisme

Modifications futures potentielles

- Accord de gouvernement Arizona: « *Nous considérons l'obtention de notre nationalité comme une faveur et non comme un droit. C'est pourquoi nous revaloriserons notre citoyenneté.* »
- Augmenter le niveau de connaissance de la langue d'A2 à B1
- Supprimer la présomption d'intégration sociale et de connaissance de la langue
- Faire passer un examen de nationalité composé d'un test de citoyenneté et d'un test linguistique
- Priver d'accès à la nationalité toute personne qui représente une menace à l'ordre public ou à la sécurité nationale ou qui a des dettes fiscales non contestées
- Elargissement des possibilités de refus en cas de menace à l'ordre public
- Priver d'accès les personnes bénéficiant d'une aide sociale (sauf exceptions, par ex. personnes qui perçoivent une ARR, qui ne sont pas activables ou qui bénéficient d'une GRAPA)

FRANCE

Loi du 26 janvier 2024 (entrée en vigueur le 1^{er} janvier 2026)

- Niveau de Français exigé passe de B1 à B2
- Test de citoyenneté sur la connaissance de l'histoire et de la culture française, sur les institutions et les valeurs républicaines – complète l'entretien qui existait déjà

Deux exceptions prévues à l'exigence de la connaissance de langue:

- Personne ayant un handicap ou une maladie chronique
- Réfugiés ou apatrides de +70 ans s'ils résident en France depuis +15 ans

Circulaire du 2 mai 2025 sur le contrôle des conditions



PORTUGAL

Approbation nouvelle loi au 1^{er} avril 2026

- Période de séjour légal passe de 5 à 10 ans
- Délai du séjour légal prend court au moment de l'octroi du titre de séjour (>< introduction)
- Projet: Perte de la nationalité *automatique* en cas de condamnation pour crime grave

La Cour Constitutionnelle a déclaré certains amendements inconstitutionnels en décembre 2025 (second et troisième point)

ITALIE

Loi n° 74/2025 sur la restriction à l'accès à la nationalité via *ius sanguini*

- L'Italie est passée d'un modèle très large fondé sur l'ascendance à un modèle exigeant un lien plus étroit avec le pays
- Restriction: limite au parent ou grand-parent au premier degré né en Italie

Sur l'acquisition de la nationalité sur base de la résidence :

- 10 ans de séjour légal pour les citoyens non-EU (proposition de réduction non-aboutie)
- 4 ans pour les citoyens de l'Union

ALLEMAGNE



Assouplissement des règles en 2024

Acte du 8 octobre 2025, entré en vigueur le 30 octobre 2025:

- Suppression de l'accès fast-track à la nationalité après 3 ans de séjour légal

PAYS-BAS



Proposition de prolonger la période de séjour légal requise de 5 à 10 ans (abandonné)

Proposition du nouveau gouvernement de passer d'un niveau de langue A2 à B1

Pas de double nationalité si naturalisation

Survol autres Etats membres

- Danemark veut un screening des candidats pour identifier les attitudes anti-démocratiques
- Estonie prive d'accès les personnes ayant une condamnation à plus d'un an de prison (non effacée) et à des condamnations répétées pour infractions intentionnelles
- Suède a introduit des règles de « caractère/bonne conduite » pour l'accès à la nationalité et une condition d'autosuffisance



Conclusion



- Durcissement généralisé
- Revirement de la perspective sur la nationalité comme moyen d'intégration
- Contreproductif (voir F. Peters, M. Vink & H. Schmeets, « Anticipating the citizenship premium: before and after effects of immigrant naturalisation on employment », 1.9.2017 - <https://www.tandfonline.com/doi/full/10.1080/1369183X.2017.1367650#d1e237>)